



D. Weizmann : « L'arrêt du transport de marchandises signerait la mort de l'économie »

Le président du Medef Ile-de-France, Daniel Weizmann, fait état d'une situation économique excessivement préoccupante. Il alerte sur la nécessité de maintenir les activités de logistique pour continuer à faire tourner l'économie et préconise la mise en place d'un guichet unique auquel les entreprises pourraient s'adresser.

Quels retours avez-vous de vos adhérents franciliens ?

Nos adhérents nous font état d'une situation très alarmiste. Beaucoup d'entreprises paniquent. Les bureaux du Medef dans les territoires sont submergés d'appels. Plusieurs secteurs (restauration, commerce, événementiel) sont en état de crise majeure. A côté de cela, le télétravail devient la norme et la vie s'organise autour de cette nouvelle forme de fonctionnement. Mais la principale inquiétude des responsables franciliens du Medef, avec lesquels nous avons échangé le 18 mars au soir, concerne la logistique qui se présente comme le seul vecteur de continuité de la vie.



« Le gouvernement n'a pas assez pensé à l'économie dans son plan de bataille ». Daniel Weizmann, président du Medef Ile-de-France. ©Medef IDF

Quelles sont les difficultés des transporteurs ?

Des livraisons sont refusées car des entreprises ferment. Les syndicats poussent les salariés à exercer leur droit de retrait. Si le transport de marchandises s'arrête, c'est la mort de l'économie. En Italie, l'économie n'a pas été stoppée aussi brutalement. Les commerces ont fermé, mais les usines tournent toutes ou presque à 80 %.

N'est-il pas légitime de faire jouer le droit de retrait ?

Non, pas dans ce cas. Le principe de précaution est certes justifié, mais le droit de retrait doit être prouvé par le salarié et peut être refusé par le chef d'entreprise. Il va falloir trouver un équilibre entre les activités qui peuvent



[Visualiser l'article](#)

continuer à fonctionner et celles qui ne le peuvent pas. Les chantiers du BTP par exemple devraient cesser une quinzaine de jours, le temps de s'organiser, mais ils se heurtent aussi à un problème d'approvisionnement. Le transport est réellement la clé de voûte du maintien de notre économie.

Le Medef Ile-de-France a-t-il pris des mesures spécifiques pour aider ses adhérents ?

Dès la semaine dernière, nous avons rencontré Valérie Péresse pour structurer les supports aux entreprises. Un réseau avec l'ensemble des acteurs (Région, BPI, Ursaff) a été mis en place. Nous essayons de redescendre un maximum d'informations dans les territoires pour guider les entreprises, mais l'idéal serait la création d'un guichet unique.

A ce stade, quelles sont vos principales craintes pour l'économie francilienne ?

Des dispositions efficaces sont prises pour alléger les trésoreries des entreprises, mais au final on repousse les problèmes à plus tard. Certains dirigeants se demandent s'ils seront encore vivants pour payer leur échéances même dans plusieurs mois. Nous sommes face à un paradoxe : certaines entreprises notamment industrielles tournent à plein régime, voire connaissent un surcroît d'activité, car leurs clients font du sur-stockage, ce qui laisse augurer un creux de charge une fois la crise passée.

Estimez-vous que les mesures prises par le gouvernement vont trop loin ?

Le gouvernement n'a pas assez pensé à l'économie dans son plan de bataille. Une bataille se joue sur tous les fronts y compris sur les postes arrière que représente l'économie. La crise du covid-19 va durer quelques semaines, mais la crise économique sera bien plus longue et plusieurs années seront nécessaires pour nous en remettre. L'Etat doit tenir compte de ces paramètres.